

Les Nations Unies allègent leur présence au Burundi

Le Bureau international des Nations Unies au Burundi (BINUB), en place depuis le 1er janvier 2007, a changé de nom et de mandat, devenant depuis ce samedi 1er janvier 2011 une "structure plus légère", le Bureau des Nations Unies au Burundi (BNUB), selon la résolution 1959 du Conseil de sécurité de l'ONU. Le personnel de la nouvelle structure devra passer de quelque 450 personnes à 50 à 60 personnes. Le BNUB sera dirigé par Mme Karin Landgren, une Suédoise actuellement représentante adjointe de l'ONU au Rwanda, et qui doit prendre son poste en février, selon le ministre burundais des Relations extérieures.

Le Burundi et sa population ont fait de grands progrès pour éradiquer la violence politique et pour consolider la paix, estime un communiqué de presse du BINUB. Ces progrès restent toutefois fragiles, si bien que la Communauté internationale doit continuer d'appuyer le pays, notamment par le biais d'une "structure plus légère" que l'actuel BINUB, justifie le communiqué. Selon des sources onusiennes, l'ONU a décidé de créer cette nouvelle structure plus petite et plus discrète suite à la demande pressante de Bujumbura, qui ne voulait plus de cette tutelle. L'opposition n'est pas satisfaite par ce changement de mandat, car le moment est très mal choisi, a déclaré Frédéric Banvuginyunvira, au nom de l'Alliance démocratique pour le changement (ADC), une plate-forme de l'opposition constituée d'une dizaine de partis, dont l'ex-rébellion des FNL qui s'est retirée du processus électoral. On avait demandé que le BINUB reste en l'état à cause de la violence qui est en train de renaître et de l'intolérance politique qui caractérise ce pouvoir. Mais on n'a pas tout entendu, a-t-il regretté. Des explosions de grenades ont provoqué la mort de trois personnes et en ont blessé huit la nuit du Nouvel An dans la capitale burundaise et la province, selon des sources militaires et médicales. Le Burundi traverse une grave crise politique depuis les dernières élections générales de cet été, remportées très largement par le parti au pouvoir et dénoncées par l'opposition pour cause de fraudes massives. Les actes de violence (embuscades, attaques, viols, assassinats ciblés) se sont multipliés et ont été suivis de centaines d'arrestations dans les rangs de l'opposition et de cas de tortures et d'exécutions sommaires. Le Burundi sort de 13 ans d'une guerre civile entre une rébellion hutue et l'armée dominée par la minorité tutsi. Le conflit a fait plus de 300 000 morts.